

Fraternité

ALLOCATION DE STAGE Année scolaire 2023-2024

AUTORISATION DU REPRESENTANT LEGAL - DEMANDE R.I.B.



📤 à rendre avant le 17/11/2023

Pour motiver et valoriser l'investissement des élèves, les périodes de formation en milieu professionnel des lycéens font désormais l'objet d'une allocation attribuée par l'État. Son montant est en fonction du nombre de jours de période de formation en milieu professionnel effectivement réalisés par l'élève et en fonction du forfait journalier défini pour chaque niveau de formation. Les allocations seront versées par trimestre, à partir de janvier 2024.

Parcours de Formation	Niveau de Formation	Forfait journalier	Montant Annuel Max	Nbre de semaines de PFMP correspondant au montant annuel maximum versé*
CAP en 1 an	CAP CHAP / CAP VF	15 €	525 €	7
CAP	1er année CAP - 1EPC1/1EPC2	10 €	350 €	7
en 2 ans	2 ^e année CAP - TEPC	15 €	525 €	7
BAC	2nd BAC Pro - 2 MRC 1/2/3	10 €	300 €	6
PROFESSIONNEL	1ere BAC Pro 1MCV1/1MCV2 - 1 MAC	15 €	600 €	8
en 3 ans	Terminale BAC Pro - TMCV1/TMCV2 - TMAC	20 €	800 €	8

Je soussigné (e) (Nom, prénom) :				
Représentant légal de l'élève mineur : (Nom, prénoms)				
Né(e) le	à			
Inscrit au Lycée Professionnel Ca r	nille Claudel, 15 rue de Cuire 69004 Lyon			
En classe de (niveau, diplôme, spéc	ialité)			
Autorise ce(tte) dernier(e) à bénéfic valorisation des périodes de form	ier de l'allocation en faveur des lycéens professionnels dans le cadre de la ation en milieu professionnel.			
	du 11/08/2023 déterminant les montants et les conditions de versement de ofessionnelle engagés dans des périodes de formation en milieu professionnel, je tion soit versée sur :			
☐ Le compte bancaire de l'é	elève cité ci-dessus en tant que bénéficiaire direct de l'aide (joindre RIB)			
☐ Mon compte bancaire en	tant que représentant légal (joindre RIB)			
Catta autorioation delt âtre escere				

Cette autorisation doit être accompagnée d'une pièce d'identité du titulaire du compte et d'une copie de la pièce prouvant le lien entre le représentant légal et l'élève mineur ci-dessus mentionné, si non fournies lors de l'inscription 2023-24.

En conformité avec ce choix, je :

- Certifie que les coordonnées bancaires transmises à l'établissement dont dépend l'élève cité ci-dessus sont exactes ;
- Demande et accepte que tous les versements relatifs à l'allocation susmentionnée soient réalisés sur ces coordonnées de paiement pour la période relative à l'année scolaire en cours.

En cas d'erreur ou de modification des coordonnées bancaires au cours de l'année, le bénéficiaire et son représentant légal s'engagent à en informer l'établissement dont le bénéficiaire dépend et à lui communiquer dans les plus brefs délais un nouveau relevé d'identité bancaire.

En cas de changement d'établissement dans l'année, une nouvelle autorisation du représentant légal doit être transmise au nouvel lycée d'accueil.

Je reconnais être informé(e) des dispositions des articles 441-6 et 441-7 du Code pénal, ce dernier prévoyant " [...] qu'« est puni d'un an d'emprisonnement et de 15000 euros d'amende le fait : 1° D'établir une attestation ou un certificat faisant état de faits matériellement inexacts ; 2° De falsifier une attestation ou un certificat originairement sincère ; 3° De faire usage d'une attestation ou d'un certificat inexact ou falsifié. Les peines sont portées à trois ans d'emprisonnement et à 45 000 euros d'amende lorsque l'infraction est commise en vue de porter préjudice au Trésor public ou au patrimoine d'autrui. »

Date et signature du représentant légal :